



# La crise de la croyance économique

---

*Frédéric Lebaron*

*Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines  
Et Sciences Po Saint-Germain-en-Laye*

Le congrès de l'ACSALF a été l'occasion pour moi de revisiter et d'actualiser un ouvrage que j'ai consacré en 2010 à la crise de la croyance économique (Lebaron 2010). Le projet de cet ouvrage est né du sentiment que la sociologie – mais c'est vrai aussi de l'anthropologie – était largement absente des discussions autour de la crise financière mondiale. Ce constat est sans doute encore plus vrai en France que dans d'autres pays.

Or, la crise financière, économique et sociale mondiale, qui est devenue plus visible dans l'espace public à l'été 2007 et n'a cessé de s'amplifier depuis lors – les datations des crises sont toujours problématiques –, peut aussi être interprétée comme une « crise de la croyance économique dominante » et même de la croyance économique tout court ; elle a ainsi d'ores et déjà donné lieu à une remise en cause importante de la discipline économique, surtout aux États-Unis, même si cela ne s'est apparemment pas traduit par un changement notable dans les *curricula* et les hiérarchies professionnelles<sup>1</sup>. Les appels à plus de coopération interdisciplinaire entre économie et sciences sociales se sont par exemple multipliés depuis 2008-2009 et les liens incestueux entre certains économistes et des intérêts financiers ont été contestés au point que l'Association économique américaine (AEA) a promu une nouvelle déontologie en la matière<sup>2</sup>; en même temps, il faut bien dire que jamais une science économique étroitement définie par sa coupure avec les sciences sociales n'a exercé un tel monopole sur le discours public. Mais ce n'est là qu'une des « contradictions », pour

utiliser un vocabulaire marxiste ou hégélien, qui s'applique assez bien à un ordre en crise, qui est un phénomène caractéristique de la période.

Je commencerai ainsi par présenter quelques-uns des enjeux de ma conception et de mon approche de « la crise », une forme de « sociologie cognitive », ancrée à la fois dans l'analyse des discours et des croyances économiques et dans une sociologie des espaces où sont produits et diffusés ces croyances, et des agents qui les produisent.

Une précision théorique pour commencer. En utilisant l'expression « sociologie cognitive », il s'agit surtout d'insister sur ce qui reste en arrière-plan dans beaucoup d'analyses économiques de la crise, à savoir la contribution des croyances des acteurs sociaux aux dynamiques économiques. Il s'agit de remettre sur le chantier, avec des concepts et des outils renouvelés, la perspective promue par Emile Durkheim, François Simiand, Maurice Halbwachs et Marcel Mauss, qui met au centre de la vie sociale les « représentations collectives ». Mais pour couper court à une interprétation idéaliste de cette démarche, je le fais en considérant, avec Durkheim dans les *Formes élémentaires de la vie religieuse* (1968), que les « croyances » ne sont pas des dogmes qui murissent dans les seuls cerveaux individuels, mais qu'elles sont fabriquées, reproduites, diffusées par la vie sociale elle-même (« effervescence collective », qui en matière économique peut être celle des salles de marché), et liée à des groupes sociaux et des intérêts particuliers.

Concernant la question de la « crise », les analyses de François Simiand (1932) méritent un intérêt particulier, dans la mesure où il a fait des croyances collectives liées aux phénomènes monétaires un élément moteur dans la dynamique des sociétés et, en particulier, dans la succession de phases qui rythme la vie économique et sociale et contribue non seulement à celui du progrès économique, mais aussi à bien d'autres processus, y compris politiques : révoltes, révolutions, changements de gouvernement. Les crises, dans sa perspective, sont des moments de « basculement » ou de « retournement » des croyances collectives et c'est de l'ampleur de ces « basculements » ou de ces « retournements » que dépendent finalement l'intensité et la nature même du « moment critique ». Les mouvements de cette dynamique monétaire passent par la succession de périodes d'« euphorie » – liées à la hausse des moyens monétaires – et de périodes « dépressives » – liées à leur réduction –, selon des catégories psychologiques utilisées par Simiand dans une perspective à la fois sociologique et historique<sup>3</sup>. Ces mouvements sont à la fois de courte durée, ce qui correspond aux « cycles » courts de l'économie, et de plus longue durée – fluctuations « longues » ou « Kondratieff », étudiés aussi par Simiand dans les années 1920. Je reprends à Simiand, mais aussi à Keynes, l'articulation nécessaire entre ces deux cadres temporels.

Je me concentrerai sur quatre enjeux principaux, puis j'analyserai de façon synthétique les relations entre groupes professionnels et aussi trois grands types de discours et de croyances : les banquiers centraux, les acteurs politiques dirigeants (on dit aussi « centraux »), les économistes, en particulier ceux qui occupent des positions dominantes dans le champ, les chefs d'entreprise. En conclusion, je reviendrai sur la question de l'avenir du capitalisme financier et la question de la « sortie de crise » et des « alternatives », qui nous a été posée, à juste titre, par les organisateurs de ce colloque.

### La crise du diagnostic économique conjoncturel

L'analyse de conjoncture contemporaine utilise à la fois les comptes nationaux (trimestriels) et des données issues d'enquêtes d'attitudes, notamment sur le moral des ménages et des chefs d'entreprise. Elle commente le passé récent et prévoit l'avenir plus ou moins proche.

Depuis 2008, rien ne va plus chez les conjoncturistes, même si certains d'entre eux ont essayé de montrer qu'ils ne s'étaient pas tant trompés que cela, fin 2008, compte tenu des données disponibles; le caractère systématique des biais des prévisions officielles semble quelque peu suspect. Les révisions des prévisions budgétaires à un an sont désormais quasi routinières et alimentent la chronique politique.

L'analyse de conjoncture est, depuis toujours, confrontée à une difficulté lorsqu'il s'agit d'intégrer les effets des diagnostics et des prévisions conjoncturels eux-mêmes sur la dynamique de l'économie. Ce thème se rapproche du débat sociologique contemporain autour de la « performativité » de la science économique, autour d'auteurs comme Michel Callon et Fabian Muniesa (2008), selon lesquels la « science économique » ne se contente pas d'étudier les marchés, mais les crée en grande partie, avec l'exemple du marché des options étudié par Donald MacKenzie<sup>4</sup>. En décrivant les conjoncturistes comme des observateurs neutres de mouvements objectifs, on oublie en tout cas les remarques faites il y a longtemps par John Kenneth Galbraith sur les biais en premier lieu politiques inhérents aux prévisions inscrites dans les budgets des États, un cas de « prophéties auto-réalisatrices » chères à Robert K. Merton.

Les événements des cinq dernières années – et ceux du début octobre 2012, avec un récent rapport conjoncturel du Fonds monétaire international (FMI)<sup>5</sup> – ont montré à plusieurs reprises que cette question fondamentale reste pas ou peu analysée; les biais systématiques qui caractérisent les prévisions conjoncturelles sont d'autant plus forts que celles-ci sont en partie sous la dépendance des

autorités (gouvernements, banques centrales, etc.), des acteurs bancaires et financiers (secteur financier) ou encore des organisations professionnelles sectorielles (comme dans le cas de l'immobilier), etc.

La prévision officielle s'était déjà caractérisée avant 2008 par un fort penchant à l'optimisme, qui s'est nourri et, réciproquement, qui a nourri l'euphorie financière, laquelle a fait illusion pendant quelques années. Dans le domaine immobilier, ce phénomène est particulièrement évident et a été lourd d'implications, dans la mesure où il a entretenu une « bulle spéculative » que les conjoncturistes n'ont pas diagnostiquée à temps et face à laquelle les acteurs publics n'ont pas agi, pas voulu ou su agir<sup>6</sup>.

En 2009-2010, ce biais se manifeste autour de la notion de « reprise » qui se diffuse dans la littérature conjoncturelle, alors même que les indicateurs trimestriels restent relativement atones aux États-Unis et en Europe. Plus récemment, il se traduit par l'absence d'anticipation par les organismes officiels des effets récessifs des politiques d'austérité en Europe en 2011 et plus encore en 2012. Le schéma de la reprise qui continue d'être privilégié en Europe est centré sur la notion de « confiance », celle-ci est supposée la clé de la reprise : une fois « surmontée » la crise de confiance dans l'unité de la zone euro et les « réformes structurelles » enclenchées, une croissance saine est censée prendre le pas. Or, cela ne fonctionne pas (en Europe) ou mal (aux États-Unis).

### **La « régulation » des marchés : de l'interprétation dominante de la crise à la crise de l'action publique**

Du point de vue des représentations collectives elles-mêmes, « la crise » qui s'intensifie avec la faillite de la banque Lehman Brothers à la mi-septembre 2008, puis en 2009, n'est pas une simple « récession » ordinaire, caractéristique d'un « Juglar » particulièrement marqué (même si quelques interprètes ont longtemps maintenu cette analyse).

L'expression même « la crise » s'étend durant le processus lui-même : on passe de « la crise des *subprimes* », éclatement d'une bulle financière localisé sur un marché particulier – certains crédits hypothécaires très risqués – dans un pays particulier, les États-Unis, à une « crise mondiale », comparable à celle des années 1930 (« Grande Dépression »).

À partir de la fin de 2008 et tout au long de l'année 2009 émerge, notamment dans les arènes officielles, les G20, une analyse officielle des « causes » de la crise qui fixe un cadre cognitif relativement stable jusqu'à aujourd'hui. Il est cependant difficile de parler de « changement de

paradigme » comme sont (ou ont été) tentés de le faire certains analystes des politiques publiques. On voit plutôt se cristalliser une nouvelle *doxa* régulatrice, qui redéfinit les rapports entre régulations juridico-étatiques et marchés financiers dans une direction plus contraignante, la crise étant conçue ici comme un révélateur de mauvaises pratiques préexistantes qu'il faut corriger pour l'avenir. Le changement discursif est particulièrement net chez les acteurs publics et les économistes, beaucoup moins prononcé chez les acteurs financiers et patronaux. En arrière-plan, l'effondrement de l'image de la finance et des institutions financières, en 2008-2009, contribue bien sûr à cette dynamique, incarnée en France par les discours moralisateurs de Nicolas Sarkozy.

Les autorités politiques s'engagent donc en septembre-octobre 2008 dans un mouvement de « re-régulation » qui est officiellement encore en cours. Les objectifs initiaux de ce mouvement étaient ambitieux, puisqu'il s'agissait de repenser les conditions de la gestion du risque, qui avaient manifestement échoué au sein de la finance américaine<sup>7</sup>.

- ◆ La réglementation bancaire se durcit, effectivement, de part et d'autre de l'Atlantique. Dans le sillage des impulsions de la réglementation internationale (Bâle III), des mouvements différenciés affectent les réglementations bancaires. En Europe, la directive CRD IV/CRR (avril 2013) est en deçà de la « Volcker rule », qui, même sous une forme très atténuée par rapport au projet initial, restreint les possibilités de spéculation pour les banques en limitant l'investissement sur fond propre.
- ◆ La transparence et le contrôle des opérations financières les plus opaques (le trading haute fréquence, les transactions de gré à gré, etc.), des acteurs les moins contrôlés, sont mis à l'ordre du jour des politiques publiques. En Europe, c'est la révision de la directive MiFID, qui est censée permettre ce contrôle, etc. L'ordre du jour a tendance à s'étendre démesurément dans le temps depuis 2008.
- ◆ On continue aussi de lutter officiellement contre les « paradis fiscaux », mais la définition officielle de ceux-ci, en elle-même problématique dès l'origine, a été assouplie et leur nombre a donc fortement diminué sans que la réalité des pratiques se soit radicalement modifiée.
- ◆ En matière fiscale, les politiques sont restées à ce jour peu harmonisées, malgré les velléités affichées par certains États. La « taxe Tobin » (ou « taxe sur les transactions financières »), promue notamment par la France, reste très limitée dans sa définition (transactions sur les

actions) et elle n'est pas très soutenue au niveau européen. En 2012, 11 pays ont néanmoins annoncé leur projet d'établir une coopération renforcée sur le sujet, ce qui constitue une « avancée » relative de ce que l'on peut appeler un « serpent de mer ».

- ◆ Les modes de rémunération n'ont pas été remis en cause frontalement, même si des mesures ponctuelles ont pu être prises (comme des taxes sur les bonus) et si la thématique des inégalités de revenus (le « 1 % ») est devenue plus « populaire ».
- ◆ La gouvernance des institutions internationales a peu évolué, comme le montre le cas du FMI, avec une très timide modification des équilibres.

Comment expliquer qu'un apparemment changement cognitif majeur exerce aussi peu d'effets sur les normes juridiques internationales et nationales?

Les acteurs financiers ont en partie reconstitué leur force de frappe, à la fois matérielle et symbolique. Les critères de performance et les doctrines issus de la finance, aussi discutés soient-ils, restent dominants et ils sont intériorisés par de larges catégories professionnelles : banquiers centraux, économistes, hauts fonctionnaires des ministères des finances, acteurs politiques, etc. Les programmes de formation en économie et finance n'ont pas été bouleversés et les acteurs actuellement aux commandes restent profondément imprégnés par les croyances issues de la période antérieure, « déposées » dans des manuels, mais surtout « incrustées » dans les cerveaux. La crise de ce point de vue crée un nouvel environnement, mais ne bouleverse pas les dispositions.

Il serait naïf de penser que tous les acteurs dirigeants ont été « convertis » en 2008 à un fort mouvement régulateur. Beaucoup l'ont subi et y résistent, notamment à travers diverses formes de lobbying. « La dernière tactique des lobbyistes [bancaire] est de convaincre les experts, le public et les politiciens que la prudence serait néfaste pour l'économie. [...] Cette stratégie est intellectuellement malhonnête et potentiellement destructrice » comme l'a déclaré Robert Jenkins, membre du Comité de Politique Monétaire de la Banque d'Angleterre, dans un discours prononcé à Londres le 22 novembre 2011<sup>8</sup>. On est plutôt face à un ensemble de « luttes symboliques ou de luttes de croyance » menées de façon souterraine dans de multiples instances, entre différents acteurs.

Même si l'on manque de recul et de données empiriques, les témoignages sur la façon dont diverses institutions et divers acteurs ont « traversé » la crise depuis 2008 sont particulièrement instructifs sur

l'ébranlement cognitif qu'elle a représenté et l'incertitude du mouvement régulateur enclenché et le rôle respectif des divers acteurs, notamment des banquiers centraux<sup>9</sup>.

### Les repères symboliques en crise

Ce sont, plus largement, les représentations collectives « systémiques », celles des « modèles de capitalisme » (anglo-saxon, continental, etc.), de la place de la finance et de l'économie « réelle », du marché et de l'État, du privé et du public, etc., qui sont affectées par la crise de la croyance économique. Le discrédit des institutions financières, qui reste très fort dans les enquêtes d'opinion, n'est qu'un aspect de tout ce qui a suivi le « choc » constitué par la faillite d'une banque d'investissement au fort capital symbolique et l'effondrement des marchés d'actions. Cette situation de « crise systémique » n'a pu être surmontée que par une intervention massive des banques centrales, suivie par des « plans de relance » plus ou moins importants quantitativement.

Pendant un moment, les acteurs publics (Banque centrale et Trésor) sont apparus comme les garants ultimes de la stabilité de l'ordre marchand – « l'État a sauvé les marchés ». Puis le mouvement s'est retourné avec la « mise en crise » des finances publiques, notamment à travers la spéculation croissante sur les titres de la dette publique et le poids accru des agences de notation. Mais les banques centrales n'ont pas cessé d'intervenir massivement (QE1, QE2, QE3 / SMP, OMT<sup>10</sup>, etc.) pour soutenir les marchés et les États et pour sauver le système bancaire menacé par des défauts étatiques.

C'est en fait l'ensemble de l'ordre symbolique du capitalisme financier mondial qui est remis en cause : la domination des États-Unis, épicerie de la crise et des « déséquilibres », la solidité de la zone euro, ont tour à tour été fortement contestés par la dynamique financière et par le mouvement des représentations collectives qui les sous-tendent. Englués dans des difficultés politico-institutionnelles, les uns comme les autres ont perdu de leur « centralité » dans l'économie mondiale. L'idée que le Produit intérieur brut (PIB) des émergents allait rapidement dépasser celui du « centre » a contribué à la représentation d'un « grand décentrage », d'autant plus difficile à mesurer qu'il succède à plusieurs siècles de domination européenne puis américaine. L'émergence de l'Asie et surtout de la Chine s'est accélérée, à la fois du point de vue des indicateurs macroéconomiques, du point de vue « géopolitique » et « géostratégique »<sup>11</sup>. Parallèlement, comme nous l'avons vu avec Alain Gresh en introduction à ce colloque, l'hégémonisme et l'unilatéralisme étatsunien ont été fortement remis en cause, simultanément, par l'échec de la guerre en Irak et de la guerre en Afghanistan. Les États-Unis sont apparus à la fois comme le moteur de la dynamique inégalitaire de la finance et de ses excès destructeur et comme une puissance militaire et politique fragilisée, inefficace. La traduction de ce

processus est une remise en cause accrue de la gouvernance des institutions internationales favorable aux puissances issues de la Seconde Guerre mondiale, les institutions dites « de Bretton-Woods »<sup>12</sup>.

Le changement de repères cognitifs actuel est d'une telle magnitude en peu de temps qu'il perturbe profondément les représentations les plus ordinaires de l'espace économique mondial, de l'argent (public, privé), de la dette et de l'épargne, de l'État et du marché. Dans ce jeu, les acteurs sont soumis à des logiques de « mise en crise » permanente<sup>13</sup> : l'exemple des agences de notation illustre ce processus.

Le cas de la zone euro montre la complexité des mouvements à l'œuvre (notamment des rapports entre État et marchés), dans une zone qui était présentée comme « protégée ». Après une phase de politique publique contra-cyclique en 2009 (« relance »), les acteurs politiques et bureaucratiques européens s'engagent en 2010 dans des politiques d'austérité, d'autant plus brutales que la situation des finances publiques du pays est dégradée. Ce mouvement exprime aussi l'incohérence temporelle des réactions publiques à la crise de 2008-2009, puisqu'on est passé d'une politique contra-cyclique modérée à une politique de réduction des déficits brutale, sous la pression des acteurs des marchés. Cette dernière crée une dissonance cognitive entre les macroéconomistes et les prévisionnistes, de plus en plus pessimistes, les acteurs politiques, engagés de façon plus ou moins forte par les orientations restrictives, les dirigeants des banques centrales, qui insistent sur le retour rapide à l'équilibre.

### Les fins ultimes de l'économie en jeu

La question plus fondamentale des « finalités » sociales de l'économie est posée de façon aiguë avec la crise de la croyance économique (Lebaron 2012). La remise en cause des indicateurs (« agrégats ») de la comptabilité nationale (le PIB/PNB en premier lieu, la « croissance », etc.) en est une illustration. Elle a pris une importance considérable dans la communication du gouvernement français en 2009 avec le rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi (2009), traduit en de nombreuses langues. La critique du PIB exprime une forme de prise au sérieux de la contestation écologique et féministe des modes dominants de calcul de la valeur et aboutit à l'idée de nouveaux indicateurs qui prennent en compte la dégradation du capital physique, humain, social, etc. On en a vu des expressions au moment des révolutions arabes début 2011, dans la presse économique et financière française, où l'on découvrait en « une » les Indices de développement humain (IDH) dégradés de la Tunisie, de l'Égypte, etc., alors que le FMI de Monsieur Strauss-Kahn avait au contraire expliqué qu'il fallait que les Tunisiens continuent leur bonne politique économique.



On peut avoir le sentiment que cette critique s'est estompée un peu plus tard (au moment de l'entrée dans les politiques d'austérité). En réalité, la remise en cause des indicateurs économiques traditionnels reste très forte et se trouve même accentuée en Europe dans un contexte d'austérité qui dégrade lourdement le bien-être dans certains pays (en quatre ans, le nombre de chômeurs a, par exemple, doublé en Espagne et triplé en Grèce), ce qui engendre une situation paradoxale : il faut changer d'indicateurs et les nouveaux indicateurs de bien-être devraient condamner à relativement brève échéance les politiques publiques qui engendrent de la souffrance sociale massive. Mais ce n'est pas ou pas encore le cas.

La domination des critères de performance financière à court terme issue de la finance dans l'ensemble de l'économie (la « valeur actionnariale ») est ébranlée par la crise, mais elle reste à l'œuvre dans l'ensemble des organisations : la prise de risque pour maximiser le rendement à très court terme est en effet considérée par de nombreux interprètes comme étant à l'origine de l'effondrement financier, notamment parce qu'elle a favorisé les très hauts revenus (Stiglitz 2012). Mais paradoxalement, cette dynamique est renforcée, surtout à partir de 2010, par la pression sur les finances publiques et a redonné force à des critères de « performance » financiers appliqués aux administrations et aux entreprises publiques.

Pour résumer, par un de ces mouvements de bascule surprenants, la contestation officielle des critères traditionnels de mesure du bien-être et des performances économiques aboutit donc l'année suivante à des politiques qui sont en train de dégrader brutalement les indicateurs d'inégalité et de bien-être (Stuckler and Basu 2013). La remise en cause du « court-termisme » de la finance débouche sur l'application accentuée à l'État de critères financiers de court terme.

### Croyances et acteurs dans la crise

Il convient d'essayer de relier les discours et les croyances économiques en temps de crise à des agents sociaux particuliers et à des institutions spécifiques qui les portent, mais aussi, le cas échéant, les font évoluer, les discutent, les remettent en cause. Comme l'a montré Vincent Gayon (2012) à propos de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)<sup>14</sup>, les changements doctrinaux (du keynésianisme au néolibéralisme) sont souvent graduels, ambigus, peu perceptibles sur le moment. Chaque organisation (pas seulement publique) est traversée par des enjeux complexes. Un journal, un laboratoire, un département sont eux-mêmes la proie de ce type de luttes.

Les tensions cognitives et discursives « expriment » des tensions entre fractions des classes dominantes. Les prises de position apparaissent plus ou moins mouvantes selon les contextes, les rapports entre ces groupes notamment dans le processus complexe plus large de formation des « politiques publiques » dans le domaine économique. Leurs relations avec les acteurs marchands, notamment financiers, sont évidemment un élément clé de compréhension.

Les banquiers centraux sont une ancre de stabilité cognitive : ils ont un rôle moteur dans la dynamique de crise, dans la mesure où ils agissent directement et très fortement (QE, SMP, OMT, etc.). Ils ont un discours régulateur modéré (Bâle III) et un discours anti-interventionniste sur le plan budgétaire (en Europe, radicalement). Un deuxième groupe fondamental est celui des dirigeants politiques centraux responsables des affaires publiques au niveau des États et des institutions internationales et intergouvernementales (Commission, FMI, G8, G20). Leur discours oscille beaucoup durant la période de la crise et intègre un « moment keynésien », assez marqué en France autour de fin 2008-2009, avec le retour du vocabulaire de la « relance » et la réhabilitation (relative) du « modèle social » français, l'écho donné au rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi, etc. L'oscillation est beaucoup moins visible en Allemagne, même chez les socio-démocrates. Aux États-Unis, le mouvement ressemble plus au cas français, avec un moment « néo-keynésien », puis un retour de la doctrine de l'orthodoxie budgétaire. Du côté des économistes académiques, on a à la fois une certaine stabilité et des déplacements notables : radicalisation de certains Nobel américains (Stiglitz, Krugman<sup>15</sup>), de certains conjoncturistes keynésiens (l'Observatoire français des conjonctures économiques en France), remobilisation des économistes « hétérodoxes » (Association française d'économie politique), renouveau du post-keynésianisme, du marxisme, etc. en termes de visibilité publique. L'évolution passe par le déplacement de certains journalistes ou de certains médias « vers la gauche » (pour la première fois depuis les années 1970, en France). Les prises de position patronales bougent peu, c'est plutôt leur visibilité qui varie.

En conclusion, je reviendrai sur l'enjeu de l'interprétation de la crise du capitalisme financier et de l'ordre néolibéral et sur la question des alternatives.

Mes travaux conduisent à remettre l'État au centre des analyses du capitalisme financier, d'où l'expression « capitalisme étatico-financier ». L'État est au fondement de l'ordre économique néolibéral, notamment à travers le contrôle de la banque centrale et celui des politiques fiscales et de l'endettement public; plus largement, il se situe au fondement de l'ordre symbolique, comme le montre Bourdieu (2012) dans son *Cours sur l'État*. Le capitalisme financiarisé qui promeut la « valeur actionnariale » est aussi un capitalisme d'État très particulier, où la politique budgétaire et monétaire

favorise l'endettement privé et public<sup>16</sup> et limite l'intervention sociale, éducative et industrielle de l'État, restreint la dépense et transforme l'action publique sous l'emprise de critères financiers.

La crise de la croyance économique est donc, entre autres, une double crise de la science économique et de l'État néolibéral, qui accompagne la crise des marchés et la crise sociale.

On a vu depuis mardi que les crises s'accompagnent de toute une série d'effets politiques non intentionnels, révolutions, dynamiques électorales imprévues, etc. La crise de l'État néolibéral a ouvert un espace incertain de ce point de vue. Depuis 2008, on observe une multiplication des mouvements sociaux, mais ils restent faiblement coordonnés et semblent relativement inefficaces pour infléchir le cours de la crise. Le cas de l'Europe paraît extrême : fortes mobilisations en Grèce, Espagne, Portugal, changements politiques nombreux issus d'élections ou de crises institutionnelles, montée d'une gauche à côté de la social-démocratie. Mais la seule « inflexion » possible à court terme est le recul d'un an ou deux de l'échéance du retour à 3 % du ratio déficit/PIB. On peut dire que la plupart des acteurs sont « coincés », pour reprendre l'expression utilisée par Ghassan Hage dans cet ouvrage.

Je vais revenir, pour finir, sur l'exemple des révolutions arabes. Qui pouvait vraiment dire en 2010 qu'il allait se passer ce qui s'est passé en Tunisie ou en Égypte? Or, la probabilité qu'il se passe quelque chose augmentait depuis des années et les signes avant-coureurs étaient là. Le plus dur est de prévoir les moments de changements, mais une recomposition du champ politique et des mouvements sociaux est en cours aujourd'hui, partout dans le monde. La probabilité de changements semble augmenter, même si c'est lentement – et en tant que citoyen, je dirai qu'il faut y travailler. Ce sont toujours de toute façon les peuples qui ont la clé du moment et aussi en partie du contenu.

## Références

- Arrighi, G. 2009. *Adam Smith in Beijing: Lineages of the 21st Century*. London: Verso.
- Bourdieu, P. 2012. *Sur l'État. Cours au Collège de France*. Paris: Éditions du Seuil.
- Boyer, R. 2012. *Les financiers détruiront-ils le capitalisme?* Paris: Economica.
- Dobry, M. 2009. *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*. 3<sup>e</sup> éditions. Paris: Presses de la Fondation nationale de sciences politiques.
- Durkheim, E. 1968. *Les formes élémentaires de la vie religieuse*. 5<sup>e</sup> édition. Paris: Presses universitaires de France. Document électronique, [http://classiques.uqac.ca/classiques/Durkheim\\_emile/formes\\_vie\\_religieuse/formes\\_vie\\_religieuse.html](http://classiques.uqac.ca/classiques/Durkheim_emile/formes_vie_religieuse/formes_vie_religieuse.html)
- Ferguson, C., dir. 2010. *Inside Job*. 105 min. Sony Pictures Classics.
- Gayon, V. 2012. « Au château de la Muette. Enquête sur une citadelle du conformisme intellectuel ». *Le Monde diplomatique* juillet 2012. Document électronique, <http://www.monde-diplomatique.fr/2012/07/GAYON/47951>
- Krugman, P. 2012. *Sortez-nous de cette crise [...] maintenant!* Paris: Flammarion.
- Lebaron, F. 2012. *Les indicateurs sociaux au vingt-et-unième siècle*. Paris: Dunod.
- 2010. *La crise de la croyance économique*. Bellecombe-en-Bauges: Éditions du Croquant.
- Mackenzie, D. 2010. « Knowledge Production in Financial Markets: Credit Default Swaps, the ABX and the Subprime Crisis ». Novembre 2010.
- Muniesa, F. et M. Callon. 2008. « La performativité des sciences économiques ». Papier de recherche n° 010. Paris: Centre de sociologie de l'innovation.
- Simiand, F. 1932. *Les fluctuations économiques à longue période et la crise mondiale*. Paris: Félix Alcan. Document électronique, [http://classiques.uqac.ca/classiques/simiand\\_francois/fluctuations\\_eco\\_crise\\_mondiale/fluctuations.html](http://classiques.uqac.ca/classiques/simiand_francois/fluctuations_eco_crise_mondiale/fluctuations.html)
- Stiglitz, J. 2012. *Le prix de l'inégalité*. Paris: Les Liens qui Libèrent.
- Stiglitz, J., A. Sen et J.-P. Fitoussi. 2009. *Performances économiques et progrès social*. Paris: Odile Jacob.
- Stuckler, D. and S. Basu. 2013. *The Body Economic. Why Austerity Kills*. Toronto: Allen Lane.
- Wessel, D. 2010. *In FED We Trust: Ben Bernanke's War on the Great Panic*. New York: Crown Business.

- 
- <sup>1</sup> On le voit avec les derniers lauréats du « prix en mémoire d'Alfred Nobel », deux étatsuniens spécialistes de la théorie des jeux, Alvin E. Roth et Lloyd S. Shapley : [http://www.nobelprize.org/nobel\\_prizes/economic-sciences/laureates/2012/](http://www.nobelprize.org/nobel_prizes/economic-sciences/laureates/2012/)
  - <sup>2</sup> Sur cette question des liens entre science économique et finance, voir le film documentaire *Inside Job* de Charles Ferguson (2010).
  - <sup>3</sup> Si l'on étend cette analyse monétaire aux processus d'endettement et de désendettement, elle s'applique à la période en cours.
  - <sup>4</sup> MacKenzie (2010) a étendu ses analyses aux *Credit Default Swaps* et à la crise des *subprimes*.
  - <sup>5</sup> Le FMI, par l'entremise d'Olivier Blanchard, a récemment reconnu la sous-estimation importante des effets multiplicateurs de l'ajustement budgétaire. « Les multiplicateurs utilisés pour établir les prévisions de croissance sont systématiquement trop faibles depuis le début de la « Grande Récession » », IMF/FMI, *World Economic Outlook / Perspectives Mondiales de l'Economie*, octobre 2012.
  - <sup>6</sup> Pour une synthèse sur la crise du capitalisme financier telle qu'elle s'exprime à partir de 2008, consulter Boyer (2012).
  - <sup>7</sup> On ne présentera pas ici de façon détaillée l'ensemble des dispositifs et des textes qui sont entrés en vigueur ou sont encore en cours de discussion, mais seulement l'état des discussions, assez peu avancées par rapport aux déclarations des G20.
  - <sup>8</sup> « This strategy is intellectually dishonest and potentially damaging ». À consulter à l'adresse suivante : <http://www.bankofengland.co.uk/publications/Documents/speeches/2011/speech533.pdf>
  - <sup>9</sup> Voir, par exemple, pour la Fed, David Wessel (2010).
  - <sup>10</sup> Ces sigles désignent des mesures « hétérodoxies » en matière monétaire.
  - <sup>11</sup> Giovanni Arrighi (2009) montre l'importance de ce mouvement.
  - <sup>12</sup> Voir les travaux et publications du groupe Chaos international : <http://www.chaos-international.org/>
  - <sup>13</sup> Voir Dobry (2009).
  - <sup>14</sup> Consulter l'article de V. Gayon (2012), « Au château de la Muette. Enquête sur une citadelle du conformisme intellectuel ».
  - <sup>15</sup> Consulter, Krugman (2012).
  - <sup>16</sup> La forme de néolibéralisme qui prévaut en Europe, sous l'impulsion allemande, ne se caractérise pas principalement par l'attachement au « capitalisme rhénan » : souci du long terme, du lien avec l'industrie, etc. (« modèle rhénan »), mais plutôt par un attachement plus marqué à l'ordre juridique des marchés et à la limitation constitutionnelle du rôle de l'État dans l'économie.